

## Nouvelles locales des mardi 1er et mercredi 2 avril 2014

@rib News, 02/04/2014 ĩ Economie - Le secrétaire exécutif de L  INTERCAFE Burundi vient d  annoncer par communiqué de presse que le prix du café, qui venait d  tre fixé   600FBu par kilo il y a de cela deux semaines, a subi la baisse et est d  ormais de 530FBu par kilo. Selon ce communiqué, le prix a été fixé suivant la variation des cours mondiaux de ce produit et que cela devra changer toutes les deux semaines. Cette information vient couper le souffle des caf culteurs qui avaient estimé que le coût de leur produit n  allait pas encore une fois tomber sous les 600FBu par kilo. L  ARFIC Burundi trouve étonnante cette diminution du coût du café sur une période de moins d  trois mois et s  insurge aussi contre cette variation sur une période de 2 semaines. Il demande des consultations entre les concernés avant de prendre de telles décisions. [rtr/bonesha/rpa/isanganiro/rtnb]

ĩ Politique - Après un mois au silence, le président du parti MSD a animé une conférence de presse ce mardi. Alexis Sinduhije trouve alarmant le fait que le gouvernement s  active   diviser en ailes les partis politiques de l  opposition dont il confie la direction   des personnes qui lui sont fidèles. Il trouve que tôt ou tard les vrais dirigeants de ces partis devraient retrouver leurs postes citant Charles Nditije et Rwaswa Agathon. Il a aussi fait savoir que même si le MSD est interdit pour une période de 4mois, cela devrait se répéter infiniment et que par conséquent, d  autres stratégies sont en train d  tre prises pour qu  mil participe dans les élections de 2015. Du côté de la justice, il condamne fermement les peines prononcées contre certains de ses membres qui ont été arrêtés le 8 mars dernier estimant que leur procès n  a pas du tout été équitable et qu  aucune infraction ne leur est réellement pas reprochée. Ainsi, il profite de l'occasion pour demander la libération de toute personne injustement incarcérée. Il renchérit en disant qu  mil peut m mourir pour que les burundais recouvrent leurs droits et se débarrassent d  un petit nombre des personnes issues du parti au pouvoir qui s  ment la pluie et le bon temps dans ce pays. Il demande au président de la République de respecter ses sujets et   la population, il demande de militer pour ses droits tout en respectant les institutions républicaines. [rtr/bonesha/rpa/isanganiro]

- Des cas d  intol rance politique continuent de se faire remarquer dans le pays. En effet, une situation bizarre règne sur la colline Rugero II de la commune Bwambarangwe en province Kirundo depuis dimanche passé. En outre, une personne membre du parti Sahwanya Frodebu a été battue ce dimanche par les Imbonerakure pour avoir arraché un bananier qui avait été planté sur son enclos pour honorer le passage du gouverneur qui devrait participer dans une réunion du CNDD-FDD sur cette colline   ; et cela a été comme l    clencheur de la situation. Ce lundi, alors que les membres du Frodebu venaient du chef-lieu de la province pour raconter la situation, ils sont tombés dans une embuscade tendue par les Imbonerakure et une bagarre générale a éclaté. Durant ces affrontements, 5 membres du parti Frodebu ont été blessés. La police a arrêté 8 personnes tous Imbonerakure dont le chef de colline Rugero et le chef des Imbonerakure sur cette même colline ainsi qu  un membre du parti Frodebu. Jusque ce mercredi, une situation de tension s  observait sur cette colline entre les membres du parti Frodebu et ceux du parti CNDD-FDD. [rtr/bonesha/rpa/isanganiro/rtnb] - Le porte-parole du parti Frodebu estime que la situation a été provoquée par ces Imbonerakure qui veulent régner en maître sur cette colline en particulier et dans tout le pays en général. Selon Fenias Nigaba, il faut leur donner une punition afin qu  ils sachent d  ormais qu  ils sont comme tous les autres citoyens et de ce fait qu  ils n  ont pas le droit d  attenter   la paix et   la tranquillité des autres. Il salue tout de même le courage de la population de cette localité qui n  a pas voulu supporter que les Imbonerakure se comportent comme ils veulent   leur égard. Il demande   l  administration en général de ne pas être partielle dans ce genre de situation et   la communauté internationale de suivre de près ce qui se fait au Burundi pour que les élections de 2015, si elles ont lieu, soient caractérisées par un climat apaisé. Il demande en fin aux dirigeants du parti au pouvoir de revoir le comportement de leurs jeunes et aux militants du Frodebu de rester solidaires et de défendre vaillamment leurs intérêts contre tout usurpateur quel qu  il soit. [bonesha/rpa/isanganiro]

- De son côté, le gouverneur de la province Kirundo estime que ce qui est arrivé est fortement d  plorabile dans l   tat actuel des choses. Révérien Nzigamasaba trouve que le comportement des membres des partis politiques devient de plus en plus d  plorabile alors que les politiciens devraient plutôt aider leurs membres   cohabiter pacifiquement. Il demande   ces membres des partis politiques, qui se croient plus dévoués que les autres, de se rendre compte que les partis politiques ne vont pas leur donner de quoi manger et leur conseil de s  atteler plutôt aux travaux de développement. Il demande ainsi aux dirigeants des partis politiques d  tre près de leurs membres afin de leur prodiguer des conseils et leur enseigner la manière de cohabiter dans leurs divergences. Il demande aussi aux autorités administratives de la localité touchée par cet incident d  approcher leurs sujets afin de leur prodiguer des conseils   ce sujet. [isanganiro/bonesha] - La Coalition de la Société civile pour le Monitoring des Elections se dit préoccupée par l  intol rance politique qui règne au Burundi ces derniers jours. Selon la présidente du COSOME, il est d  plorabile que de tels incidents continuent de se produire et que le gouvernement semble faire sourde oreille ou semble minimiser l  ampleur de ce qui se fait alors que la situation   risque de d  g nerer. Justine Nkurunziza demande plutôt aux différents dirigeants des partis politiques d  duquer leurs membres en ce qui est de la cohabitation pacifique entre eux ainsi que la culture de la démocratie. Elle demande par là même au gouvernement de suivre de près cette situation afin de ne pas laisser la population aux prises suite   des considérations partisans qui peuvent être jugulées. Elle demande en outre que le gouvernement fasse preuve de neutralité afin de bien gérer la situation dans le but de tenir des élections apaisées et transparentes en 2015. [bonesha]

- Après la tenue des manifestations contre la candidature en 2015 du président Nkurunziza faites par les burundais vivant en Europe et en Amérique, le gouvernement burundais estime que cela ne lui fait ni chaud ni froid. Selon son secrétaire général et porte-parole, il s  agit d  une démarche qui vise   montrer que tel personne existe réellement pour revendiquer telle ou telle autre chose. Philippe Nzobonariba trouve que le Burundi est plutôt calme et que la situation n  est pas du tout alarmante. Il assure aussi que même ici au Burundi, les manifestations légales ne sont pas du tout prohibées par le pouvoir. [rtnb/rtr/bonesha] ĩ Education - Parlant de la crise   l  universit  du Burundi et   l    l  de réinscription qui ont pris fin ce mardi n  ont pas été observés par les étudiants de ces deux institutions.

pas d'Étudiants qui ont été inscrits ce mardi et les autorités de ces deux institutions n'ont pas voulu révéler des étudiants déjà inscrits après avoir interdit aux agents chargés de procéder aux inscriptions de révéler ce soit à propos des chiffres. Mais, selon des sources informelles, seuls 8 étudiants ont été inscrits à l'université du Burundi ce lundi alors qu'un enseignant n'est venu. De même, comme cela a pu être constaté, les cours n'ont repris dans les différents campus de ces institutions comme prévu. Partout, les salles étaient vides ou fermées et les homes aussi fermés. De son côté, le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique a sorti un communiqué de presse ce mercredi pour annoncer que les délais de réinscription sont prolongés jusqu'au 11 avril. Selon toujours ce même communiqué, le ministre se dit prêt au dialogue ; à condition que les étudiants soient en classe. [rtr/bonesha/rpa/isanganiro/rtnb] - Le député Emmanuel Nkengurutse trouve que la mesure de suspension de la bourse pour certains étudiants de l'université du Burundi et de l'ENS est contre la constitution de la République du Burundi en son article 22. Selon lui, il s'agit d'une discrimination à l'endroit des étudiants se trouvant dans les mêmes conditions et constate que tout étudiant ayant été classé parmi ceux qui ont aussi l'examen d'Etat, devraient impérativement bénéficier de cette bourse. En outre, il trouve que le prétexte de fonds que le gouvernement avance n'est pas du tout fondé dans la mesure où l'éducation est un secteur sensible de la vie du pays. Selon lui, ces fonds ne peuvent pas manquer s'il y a une volonté réelle de les chercher. [isanganiro] - Selon un ancien secrétaire de l'association des étudiants de l'université du Burundi, il faut impérativement la tenue des états généraux sur qui hantent l'université du Burundi et l'ENS afin de trouver des solutions durables. J'écris Niyonzima trouve que tous les concernés doivent avoir à dire et constate que la solution ne peut en aucun cas venir du bras de fer. Il demande aussi d'annuler la mesure de renvoi des étudiants représentant les autres afin de créer un environnement propice au dialogue. Il trouve par ailleurs que la pauvreté que le gouvernement utilise pour justifier la nouvelle technique d'octroi de la bourse peut se gérer d'une manière à ce que tous les concernés soient satisfaits. [isanganiro] - Les étudiants des universités privées du Burundi viennent de sortir un communiqué de presse dans lequel ils affirment qu'ils comprennent et soutiennent les revendications de leurs confrères des universités publiques concernant la bourse. Selon le représentant de ces étudiants, la décision de réorganiser l'octroi de la bourse est contre la constitution du Burundi et dans le sens qu'elle instaure des inégalités au sein des personnes qui sont naturellement dans le même paquet. Le représentant de ces étudiants trouve en effet qu'il y a contradiction dans certaines mesures qui sont prises en matière de l'éducation au Burundi. En effet, Thaddée Kwizera dit ne pas comprendre qu'un parent qui ne paie pas 3000FB pour son enfant de l'école primaire suite à la pauvreté constatée par le gouvernement qui a décidé la gratuité de l'enseignement au primaire ; pourra payer plus de 500.000FB lorsque ce dernier arrivera à l'université. Il demande à toute personne de militer pour l'éducation des fils et filles de ce pays et affirme qu'ils vont prendre d'autres mesures de soutenir leurs confrères de l'université du Burundi et de l'ENS. [bonesha/rpa] - Le conseil national de la jeunesse du Burundi (CNJB) constate que le gouvernement burundais devrait revoir sa mesure de réorganisation de la bourse à l'université du Burundi et à l'ENS. Selon le président de ce conseil, si le gouvernement aurait pris un temps suffisant pour expliquer cette mesure aux concernés avant de la mettre en application, les choses n'auraient pas arrivées au stade où elles en sont actuellement. Jean Petit Ndikumasabo trouve en outre que les étudiants n'ont plus confiance aux autorités de l'université du Burundi, de l'ENS et du ministre de tutelle qui affichent de plus en plus des comportements qui le découragent. Ainsi, il demande au gouvernement de faire un pas vers les étudiants face aux revendications que les étudiants ont déjà exprimées. De même, il conseille les étudiants de prendre une réinscription comme le veulent les autorités afin d'entamer le dialogue par après. Il trouve que même si ce sont les étudiants qui perdent en premier lieu, le gouvernement perd lui aussi en mettant dans la rue un tel nombre d'intellectuels qui constituent par conséquent une bombe à retardement. [rtr/rpa] - L'association des professeurs de l'université du Burundi estime que le gouvernement devrait faire un pas en avant pour que les cours suspendus il y a presque trois semaines puissent reprendre dans cette institution. Selon le président de cette association, les pertes sont énormes dans cet état de chose et il faudrait que les activités reprennent dans les meilleurs délais. Authentique Nishimwe estime que l'année académique va être prolongée au-delà des délais initialement prévus et que cela va sûrement et certainement avoir des incidences sur les années à venir. [bonesha] - Des pluies torrentielles se sont abattues sur certaines collines des communes Bururi, Burambi et Buyengero de la province Bururi l'après-midi de ce lundi. Selon des sources sur place, des fortes pluies massives de grâles ont détruit plus de 500 hectares de champs des cultures vivrières. De même, plus de 300 maisons ont été détruites dans la seule commune de Bururi. L'administrateur communal demande de l'assistance de la part de tout bienfaiteur puisque sa commune est incapable d'assister les victimes. [bonesha/rpa/isanganiro/rtnb] - Une personne est morte et trois autres blessées suite à l'effondrement d'un trou dans lequel elles étaient en train d'être enterrées sur la colline Kamaramagambo de la commune Butihinda en province Muyinga. Selon des sources sur place, ces personnes étaient en train de chercher de l'or sur un chantier appartenant à un autre extracteur et suite à cet effondrement, une d'elles est morte sur le champ alors que les trois autres ont été blessées et ont été admises dans des structures de santé. La police fait savoir que ces personnes sont considérées comme des voleurs puisqu'elles n'ont pas d'autorisation d'extraire de l'or dans cette localité. Signalons que depuis la mesure du ministre de l'Énergie et des mines ordonnant l'enregistrement des personnes ou coopératives qui font un tel travail, de tels accidents sont devenus fréquents dans les différents sites d'extraction de l'or. [bonesha/rpa/isanganiro/rtnb] - Les associations de la société civile engagées dans la lutte pour la justice à Manirumva, cet ancien numéro deux de l'OLUCOME au Burundi assassiné la nuit du 8 au 9 avril 2009 dénoncent la manière dont la justice burundaise traite ce dossier. Selon Pacifique Nininahazwe, 5 ans sans justice pour la famille et les amis de Manirumva, c'est trop. Il trouve que les pistes pouvant mener aux vrais assassins n'ont pas été explorées par le juge burundais comme le FBI américain ainsi que la 3ème commission d'enquête les avaient fournies. Il conclut que les personnes citées dans ces rapports sont soutenues par le pouvoir en place et constate seuls des boucs émissaires ont été condamnés et des lourdes peines. Il reste aussi pessimiste que le juge en appel ne rendra pas de justice à voir la lenteur qui caractérise ce dossier.

Le président de l'APRODH affirme quant à lui que si la justice Burundaise ne leur donne pas satisfaction, ils vont saisir d'autres juridictions internationales. Selon Pierre Claver Mbonimpa, tôt ou tard, les vrais assassins de Manirumva doivent répondre de leur ignoble acte. [rtr/bonesha/rpa/isanganiro/rtnb]